

Bourg en Bresse, le – **3 MARS 2023**

**Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels,
Agricoles et Forestiers
Procès-Verbal de la réunion du 19 janvier 2023**

Le jeudi 19 janvier 2023 à 09h00, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) de l'Ain, constituée par arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015, s'est réunie sous la présidence de Sébastien Viénot, directeur départemental adjoint des territoires.

Membres présents

- M. Jean-Yves Flochon, vice-président du conseil départemental ;
- M. Sébastien Viénot, directeur départemental adjoint des territoires représentant la préfète ;
- M. Gilles Thomasset, vice-président de la CC du Pays Bellegardien (en visio) ;
- M. Didier Farouillon, représentant de la chambre d'agriculture ;
- M. Gilles Brenon, représentant de la FDSEA ;
- M. Guillaume Joux, représentant des Jeunes Agriculteurs à partir de 11h00 ;
- M. Marc Desbois, représentant de la confédération paysanne ;
- M. Ollivier Vollat, représentant de la coordination rurale ;
- Mme Blandine Rolland, représentante du syndicat des propriétaires agricoles (visio jusqu'à 14h45) ;
- M. Serge Cadot, représentant de Terres de Lien ;
- Mme Anne Dubois, représentante de la chambre départementale des notaires ;
- M. Maxime Flamand, France Nature Environnement ;
- Mme Alexandra Duthu, représentant l'INAO.

Membres excusés

- M. Daniel Martin, maire de Blyes ;
- M. Pérreard, président de la CC du Pays Bellegardien ;
- M. de la Cotardière, syndicat des propriétaires agricoles ;
- M. Nicolas Greff, conservatoire Rhône Alpes des Espaces Naturels.

Membres qualifiés – Experts

- Mme Vérane Dalmas, SAFER, M. Pierre Morrier, président de l'EPF s'étant excusé ;
- Mme Deymonnaz, EFP de l'Ain

Participaient également à la réunion

- M. Aimé Nicolier, maire de Lescheroux, M. Alexandre Saint-Macary (visio), représentant la société Trinasolar, M. Alexandre Cartillier (visio), représentant la société OSER EnR ;
- M. Patrick Dufour, maire de Montréal-la-Cluse, Mme Blandine Pret, directrice des services techniques de Montréal-la-Cluse, Mme Camille Jovignot, MM. Tarnier et Baveux, Total Energies,
- M. Gaël Vannier, Renesola Power
- Mme Florence Bron, chambre d'agriculture ;
- MM. Stéphane Verthuy, Yannick Simonin, Philippe Delmas, Arthur Jansen, Philippe Remy pour les dossiers 1, 2 et 3, Mme Carrotte, DDT.

* * *

Le quorum étant atteint, la CDPENAF peut délibérer valablement.

Ordre du jour

Approbation du compte-rendu de la CDPENAF du 24 novembre 2022

- **Commune de Lescheroux - Examen du permis de construire de la centrale photovoltaïque – Auto-saisine**
- **Commune de Montréal-la-Cluse. Examen du permis de construire de la centrale photovoltaïque – Auto-saisine**
- **Commune d'Injoux-Génissait. Examen du permis de construire de la centrale photovoltaïque – Auto-saisine**
- **Commune de Ceyzérieu, révision du PLU. Examen des STECAL et du règlement relatif aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre des articles L. 151-13 et L. 151-12 du code de l'urbanisme**
- **Commune de Souclin, élaboration du PLU. Examen du règlement relatif aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme**
- **Commune de Charnoz-sur-Ain, élaboration du PLU. Examen du règlement relatif aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme**

* * *

Le compte-rendu de la séance du 24 novembre 2022 ne fait pas l'objet de remarque et est adopté à l'unanimité.

Commune de Lescheroux - Examen du permis de construire de la centrale photovoltaïque – Auto-saisine

Vu l'article L. 112-1-2 du code rural et de la pêche maritime, notamment l'alinéa 3 permettant à la commission de demander à être consultée sur tout projet ;

Vu la doctrine départementale photovoltaïque validée par la CDPENAF en séance le 8 septembre 2022 ;

Vu la présentation du projet par la société Trina Solar et la société de financement régionale OSER devant les membres de la commission ;

Considérant que la partie flottante du projet est conforme à la doctrine départementale photovoltaïque validée par la CDPENAF en séance le 8 septembre 2022 ;

Considérant que la partie au sol du projet n'est pas conforme à la doctrine départementale photovoltaïque ;

Considérant que le projet a été initié antérieurement à la validation de la doctrine départementale photovoltaïque ;

Considérant qu'ainsi, le projet est partiellement conforme à la doctrine départementale photovoltaïque ;

Après débat, la commission émet un avis favorable (9 voix pour, 2 avis réservé, 2 voix contre).

Conformément à l'article L. 112-1-1 al. 8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

Concernant l'étude préalable des mesures de compensation collectives agricoles relatives à ce projet (examen en CDPENAF du 24 novembre 2022), Monsieur Viénot explique que le plan d'actions d'utilisation du montant qui a été chiffré, devra être présenté à la CDPENAF pour approbation.

Monsieur le maire précise que la collectivité s'inscrira dans le fond départemental de compensation agricole.

* * *

Commune de Montréal-la-Cluse. Examen du permis de construire de la centrale photovoltaïque – Auto-saisine

Vu l'article L. 112-1-2 du code rural et de la pêche maritime, notamment l'alinéa 3 permettant à la commission de demander à être consultée sur tout projet ;

Vu la doctrine départementale photovoltaïque validée par la CDPENAF en séance le 8 septembre 2022 ;

Vu la présentation du projet par la société Total Energies devant les membres de la commission ;

Considérant que le projet, bien que situé en zone Uxa, supporte une activité agricole ;

Considérant que la co-activité agricole envisagée impose soit au GAEC exploitant de changer son activité soit de trouver un autre exploitant ;

Considérant que le projet ne constitue en rien un projet d'agri-voltaïsme ;

Considérant que l'entreprise, propriétaire du tènement, ne pourra plus l'utiliser en cas d'extension de son activité et que des terres agricoles pourraient potentiellement être prélevées ailleurs pour développer des activités industrielles ;

Considérant qu'ainsi, le projet n'est pas conforme à la doctrine départementale photovoltaïque ;

Après débat, la commission émet un avis défavorable (9 voix contre, 3 voix pour).

Conformément à l'article L. 112-1-1 al. 8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

* * *

Commune d'Injoux-Génissiat. Examen du permis de construire de la centrale photovoltaïque – Auto-saisine

Vu l'article L. 112-1-2 du code rural et de la pêche maritime, notamment l'alinéa 3 permettant à la commission de demander à être consultée sur tout projet ;

Vu la doctrine départementale photovoltaïque validée par la CDPENAF en séance le 8 septembre 2022 ;

Vu la présentation du projet par la société Renesola Power devant les membres de la commission ;

Considérant l'implantation du projet sur le site d'une ancienne décharge communale référencée comme un ancien site pollué ;

Considérant que le projet est conforme à la doctrine départementale photovoltaïque ;

Après débat, la commission émet un avis favorable à l'unanimité.

Conformément à l'article L. 112-1-1 al. 8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

* * *

Commune de Ceyzérieu, révision du PLU. Examen des STECAL et du règlement relatif aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre des articles L. 151-13 et L. 151-12 du code de l'urbanisme

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de l'Ain,

Vu la saisine de la commission du 15/12/2022 pour avis sur le projet de révision du PLU délimitant 4 STECAL au titre de l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme et sur le règlement relatif aux extensions et annexes des battements d'habitations existants en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme ;

Vu la doctrine relative aux extensions et annexes des habitations isolées en zones A et N validée par la CDPENAF lors de sa séance du 17 décembre 2015 ;
Vu l'exposé du projet présenté par la commune à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

En ce qui concerne la délimitation de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées au titre de l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme

STECAL n° 1

Considérant la faible consommation d'espace qui confère un caractère de taille limitée ;

Considérant la délimitation du STECAL au plus près du bâti ;

STECAL n° 2

Considérant la faible consommation d'espace qui confère un caractère de taille limitée ;

Considérant la présence d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur le tènement ;

Considérant que la surface délimitée par le STECAL est déjà artificialisée ;

Considérant que le règlement du STECAL permet de gérer l'activité déjà existante et de traiter l'entrée paysagère du village ;

STECAL n° 3

Considérant la faible consommation d'espace qui confère un caractère de taille limitée ;

Considérant le règlement du STECAL qui autorise en surface de plancher 5 cabanes de 35 m² et une cabane d'accueil ;

Considérant que le terrain en pente justifie la hauteur des constructions ;

STECAL n° 4

Considérant l'implantation du STECAL sur la parcelle ;

Considérant que ladite implantation vise à scinder la parcelle en deux tènements distincts ;

Considérant que cette implantation compromet l'activité agricole en place ;

Au titre de l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme, émet

un avis favorable pour les STECAL n° 1, 2 et 3

un avis favorable pour le STECAL n° 4 sous réserve de repositionner le projet, en lien avec les constructions existantes et les voiries dans le but de limiter l'impact sur l'exploitation agricole des parcelles.

En ce qui concerne le règlement des extensions et annexes des bâtiments d'habitations existants en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme

Au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme émet un avis favorable à l'unanimité.

Conformément à l'article L. 112-1-1 al.8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

Commune de Souclin, élaboration du PLU. Examen du règlement relatif aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de l'Ain,

Vu la saisine de la commission du 05/01/2023 pour avis sur le règlement relatif aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme ;

Vu la doctrine relative aux extensions et annexes des habitations isolées en zones A et N validée par la CDPENAF lors de sa séance du 17 décembre 2015 ;

Vu l'exposé du projet présenté par la DDT à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

Considérant l'absence de définition de surface de plancher minimale de l'habitation avant extension en zone A ;

Considérant l'absence de définition de surface de plancher maximale de l'habitation après extension en zone A ;

Au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme émet un avis favorable aux dispositions du règlement du PLU de Souclin concernant les extensions et annexes des bâtiments d'habitation existants en zones A et N sous réserve de fixer la surface de plancher minimale de l'habitation avant extension en zone A et la surface maximale de l'habitation après extension en zone A.

Conformément à l'article L. 112-1-1 al.8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

* * *

Commune de Charnoz-sur-Ain, élaboration du PLU. Examen du règlement relatif aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de l'Ain,

Vu la saisine de la commission du 05/01/2023 pour avis sur le règlement relatif aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme ;

Vu la doctrine relative aux extensions et annexes des habitations isolées en zones A et N validée par la CDPENAF lors de sa séance du 17 décembre 2015 ;

Vu l'exposé du projet présenté par la DDT à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

Considérant l'absence de définition de hauteur maximale des annexes en zone A ;
Au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme émet un avis favorable aux dispositions du règlement du PLU de Charnoz-sur-Ain concernant les extensions et annexes des bâtiments d'habitation existants en zones A et N sous réserve de fixer la hauteur maximale des annexes en zone A.

Conformément à l'article L. 112-1-1 al.8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

La préfète, présidente de la commission,
pour la préfète,
le directeur départemental adjoint des territoires,



Sébastien Vienot

